

Article sélectionné dans

La Matinale du 27/06/2017 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?) (<http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?>

[re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e))

Le Trumpcare dans l'impasse

La présentation du texte du Sénat censé abroger le système d'assurance-santé introduit sous la précédente administration a été repoussée faute d'une majorité pour l'adopter.

LE MONDE | 28.06.2017 à 06h44 • Mis à jour le 28.06.2017 à 10h28 | Par Stéphanie Le Bars (journaliste/stephanie-le-bars/)
(Washington, correspondance)



Le chef de file de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, au Capitole à Washington (États-Unis), le 27 juin.
J. SCOTT APPLEWHITE / AP

Rien n'y a fait. Ni les tête-à-tête avec le président, ni les déjeuners avec le vice-président, ni les innombrables coups de téléphone de l'exécutif américain aux élus républicains réticents à entériner la réforme de l'assurance-santé promise par [Donald Trump](#). La présentation du texte du Sénat censé [abroger](#) le système d'assurance-santé introduit sous la précédente administration a été repoussée faute d'une majorité pour l'adopter.

Alors que le vote était prévu pour la fin de cette semaine, le chef de file de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a annoncé, mardi 27 juin, sa décision de [repousser](#), au mieux, dans le courant du mois de juillet – après la semaine de congés liée à la fête nationale du 4 juillet –, la présentation de ce texte emblématique, censé abroger rapidement l'Obamacare, le système introduit sous la précédente administration.

Après les difficultés déjà rencontrées à la Chambre des représentants sur ce texte, en mai, ce nouveau délai sonne comme un revers pour le président américain et son vice-président, qui ne parviennent pas à [construire](#) une majorité républicaine solide sur une réforme pourtant présentée comme une urgence face au « [désastre](#) » du système en vigueur.

Mardi après-midi, Donald Trump a pris la peine de [recevoir](#) les sénateurs du « Grand Old Party » (GOP) pour [tenter](#) de [sortir](#) de cette impasse [politique](#), évoquant toutefois un possible échec, selon la presse américaine.

« Le statu quo n'est pas tenable »

Ce nouveau contretemps met aussi à mal l'autorité de Mitch McConnell sur les troupes républicaines, et il interroge sur leur capacité à [élaborer](#) un système alternatif à l'Obamacare, qu'elles promettent pourtant depuis sept ans. « *Le statu quo n'est simplement pas tenable* », a répété, mardi, le chef de la majorité républicaine au Sénat.

Mardi, cinq sénateurs républicains avaient fait [savoir](#) qu'ils ne voteraient pas en l'état le texte, intitulé « Better Care Reconciliation Act ». Or, le Sénat, composé de cent élus, ne compte que cinquante-deux républicains et ne pouvait donc se [permettre](#) autant de défections, d'où la décision de [reporter](#) le vote.

Les démocrates, de leur côté, ont affirmé qu'ils se prononceraient en bloc contre la réforme envisagée, s'attirant à plusieurs reprises les foudres du président américain. M. Trump a une nouvelle fois dénoncé, mardi, sur [Twitter](#), ce positionnement. « *Avec ZÉRO démocrate pour les aider, les sénateurs républicains travaillent dur !* »

Le [projet](#) amendé par les sénateurs se heurte aux mêmes déboires que le texte initial, voté à une très courte majorité par la Chambre des représentants. Jugé insuffisamment réformateur par l'aile ultraconservatrice du GOP, il ne satisfait pas non plus une partie des élus plus modérés, qui craignent les effets dévastateurs des nouvelles mesures sur une partie de leur électorat. Les premiers estiment que la couverture santé des Américains continue de [coûter](#) trop cher aux [finances](#) publiques ; les seconds s'élèvent, au contraire, contre les coupes prévues dans les aides aux familles les plus modestes.

Inquiétude de l'opinion publique

Lundi, un rapport du bureau du budget du Congrès (CBO), une instance non partisane, avait une nouvelle fois estimé que les dispositions prévues dans le texte du Sénat priveraient 22 millions d'Américains supplémentaires d'assurance-maladie sur les dix prochaines années, portant à près de 50 millions le nombre de personnes dans ce cas.

Elles se traduiraient aussi, dans un premier temps, par une hausse des primes d'assurance pour certaines tranches de la [population](#), en particulier les plus de 65 ans. Les économies réalisées sur les subventions publiques – notamment celles allouées au système Medicaid, destiné aux plus pauvres et aux handicapés – et la baisse de certains des [impôts](#) ayant permis le financement de l'Obamacare permettraient, elles, une baisse du déficit de 321 milliards de dollars (282 milliards d'euros) sur dix ans.

Elu en partie sur sa promesse d'abroger et de [remplacer](#) l'Obamacare, un système critiqué par une partie des Américains pour son caractère obligatoire et le coût des primes d'assurance, M. Trump fait aujourd'hui face à une opinion publique inquiète des effets du futur « Trumpcare ».

Un sondage publié le 21 juin par l'université Quinnipiac indiquait que seuls 17 % des Américains approuvaient les termes de la loi sur l'assurance-santé votée en mai par la Chambre des représentants. Et, désormais, seule une minorité de républicains (42 %) partagent cette opinion. De quoi [faire réfléchir](#) les élus, alors que les élections de mi-mandat se tiendront en 2018.

Dans ce [contexte](#), il n'est pas certain qu'un délai de quelques semaines suffise à [rapprocher](#) des positions qui, au sein du GOP, paraissent difficilement conciliables.